

des immigrés dans l'automobile (1982 et 1983), le mouvement syndical français a été vaincu dans la lutte de la sidérurgie (1971-1980) et dans les chemins de fer (hiver 1986-1987). L'arme s'est aussi émoussée au Japon et aux États-Unis. Le DGB se singularisait encore avec sa victoire de 1984 pour la réduction du temps de travail. Le propre du capitalisme est d'assurer, par la concurrence, un renouvellement incessant de l'appareil productif. Les qualifications évoluent, les mentalités changent. Chaque fois qu'il le peut, le patronat desserre la contrainte syndicale. La plupart des causes externes de difficultés du mouvement syndical ne sont pas nouvelles. L'intensité du chômage est toutefois propre à la période. De manière plus originale, le mouvement syndical dans les pays de l'OCDE est confronté à trois limites internes. Sa culture reposait sur la valeur du travail manuel, sur la domination de la vie laborieuse dans l'ensemble de l'existence. Il lui faut passer à un univers où la médiation des techniques automatisées modifie profondément les rapports du travailleur à son produit, où la centralité du travail, pour n'être pas abolie, ne s'accompagne pas moins d'un essor du « hors-travail ». En second lieu, les modes de délégations anciens sont moins acceptés. Les appareils syndicaux sont requis d'accepter une participation accrue de la base, un contrôle renforcé du sommet. Enfin, les mêmes débats tra-

versent les organisations à l'égard de la réponse à apporter à la crise, refus de tout recul, acceptation de concessions limitées, participation à la flexibilisation. L'incertitude sur les objectifs se double de luttes internes pour faire triompher une thèse.

Un « réveil social » s'est manifesté en RFA, en Italie, en France à la fin des années quatre-vingt. Les grèves ont repris. Les salariés se sont rapprochés de leurs organisations. Le cycle de l'affaiblissement s'achevait-il ? Les signes de relance syndicale ne devraient pas masquer les problèmes internes que la décennie écoulée a mis à nu : refondation d'une culture syndicale, invention de formes de participation de masse à l'action collective, définition de revendications unificatrices à la fois réalistes, mobilisatrices, et dépassant les controverses antérieures.

René Mouriaux  
CEVIPOF (FNSP)

« Pour en savoir plus :

Bamber Greg J., Lansbury Russel D., *International and Comparative Industrial Relations*, Allen and Unwin, Londres 1987.

Mouriaux René, *Le Syndicalisme face à la crise*, La Découverte, « Repères », Paris, 1986.

Rosanvallon Pierre, *La Question syndicale*, Calmann-Lévy, Paris, 1988.

Touraine Alain, Wiewiorka Michel, Dubet François, *Le Mouvement ouvrier*, Fayard, Paris, 1984.

## Dans le tiers monde, les luttes pour le logement donnent naissance à des formes d'organisation novatrices

■ Dakar, Caracas, Alger, Tunis... Dans tout le tiers monde la « ville populacière » s'est réveillée ; les classes jadis qualifiées de dangereuses sont passées du frémissement à l'émeute dont l'écho assourdi a fini par pénétrer l'enceinte protégée des experts [220]. 1987 fut déclarée « année des sans-abri » et l'Assemblée générale des Nations unies accouchait en décembre 1988 d'une « stratégie globale du logement jusqu'en l'an 2000 ». L'hyperurbanisation a roulé sur son erre, c'est-à-dire à une vitesse inédite dans l'histoire de l'humanité et sans les garde-fous du développement économique. Le vertige urbain s'est même aggravé du cauchemar de la crise. Les plans d'ajustement structurel ont contribué à dramatiser la question du logement des plus pauvres toujours plus nombreux et plus que jamais victimes d'une inexorable mécanique d'exclusion. Les effets, extrêmement brutaux, en milieu urbain, de l'appauvrissement des classes moyennes ont été redoublés par la réduction drastique des dépenses sociales des États. Les grandes métropoles du tiers monde se présentent plus que jamais comme des systèmes de carences appliqués à des sociétés de l'invisible : les quar-

tiers « spontanés » ou irréguliers se sont banalisés et le phénomène non salarial (le secteur « informel ») a accédé aux premiers rôles.

La place démesurée prise par cette « seconde économie » favorisant la corruption et les pratiques clientélistes dans le dispositif de reproduction politique explicite, en partie, l'inaboutissement des conflits de classe. C'est paradoxalement sur le terrain de l'habitat, c'est-à-dire du logement, des équipements et des services que la fermentation est devenue bouillonnement. Les formes de ce bouillonnement n'ont guère varié : lotissement précaire, invasion, autoconstruction évoluant en petite promotion immobilière informelle. Sans précédents furent en revanche l'ampleur prise par ces manifestations, la consolidation de la mobilisation populaire autour de pratiques sociales novatrices et la tolérance quasi généralisée de pouvoirs jadis tentés par l'option répressive. La pratique sociale a débordé les vieilles conceptions technocratiques enfermées dans le traitement du logement comme produit fini et non comme processus se déroulant en étapes successives. Les organisations populaires ont également surgi

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire  
N° 34091 et A  
Cote B

comme un poste avancé de la gestion urbaine.

En écho au mythe de la « modernisation » autoritaire de la vieille ville de Delhi imposée brutalement mais sans succès au milieu des années soixante-dix, répond l'incapacité de l'État mexicain à

On pourra lire également  
dans la collection  
"L'état du monde"

Paquot Thierry, *La bidonvillisation du tiers monde*, EDM 1982, p. 526.

Paré Michelle, *Mexico. Urbanisation sauvage, séisme et reconstruction*, EDM 1986, p. 509.

Ferey Marie-Pierre, *Le Caire, un village de douze millions d'habitants*, ETM 1987, p. 88.

Cannat Noël, *Plus d'un milliard de personnes vivent déjà dans des bidonvilles ou des taudis*, ETM 1989, p. 121.

Bataillon Claude, *Vivre dans les mégapoles : le cas de Mexico*, EDM 89-90, p. 587.

absorber la tragédie du tremblement de terre de 1985 : une nouvelle conscience urbaine s'est manifestée à cette occasion imposant aux autorités le maintien sur place des habitants des quartiers centraux. Il est vrai que cette capacité des organisations populaires à imposer une « gestion urbaine » partagée s'est surtout manifestée en Amérique latine, allant dans bien des cas jusqu'à la mise en place de mécanismes

permanents de participation populaire (ainsi à Lima, à Ozasco et à Curitiba au Brésil, pour ne citer que certaines des initiatives qui ont fait école). Dans les pays arabes, si l'on a assisté à des émeutes violentes, le motif en fut plus l'élévation brutale du coût de la vie que les problèmes d'habitat, mais un glissement s'est opéré, en particulier chez les jeunes, vers le rejet global d'une modernisation citadine incapable d'assurer une vie digne à tous. Les couches qui vivent dans la pauvreté absolue furent rejointes ou manipulées par ceux qui menaient la lutte idéologique contre l'occidentalisation des mœurs. En Afrique noire, l'habitat occupe une place plus centrale dans la recherche d'un compromis entre les couches populaires urbaines adeptes du fait social accompli et des pouvoirs qui peuvent de moins en moins se satisfaire de l'inertie ou imposer l'arbitraire.

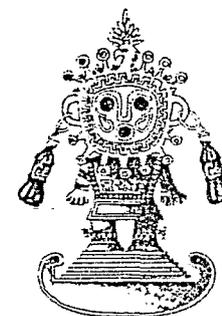
Le passage obligé d'une planification globale à la gestion locale est une idée qui a fait son chemin, non sans ambiguïté. Pour sortir de la crise et assurer la paix sociale dans un contexte de décroissance, les opérateurs nationaux et internationaux ont considéré qu'il était sage de confier aux pauvres eux-mêmes la recherche de solutions à leurs problèmes de pauvreté. Mais la participation populaire en matière de logement est entrée en résonance avec d'autres thèmes

(l'alimentation, les services, la famille, la propriété...), de telle sorte que se sont trouvés posés les problèmes du pouvoir urbain et de la démocratie. Ainsi la radicalisation des mouvements de protestation sociale au Pérou ou la montée en puissance de la désobéissance civique (*paros civicos*) en Colombie ont-elles revêtu un sens politique lourd en accélérant le processus de transfert de pouvoir aux autorités municipales [146].

On peut toutefois s'interroger sur la capacité des organisations populaires urbaines à promouvoir un projet politique global. En Inde, les rapports clientélistes développés à l'échelle locale ont enfermé dans des limites étroites les équipes de maîtrise d'œuvre sociale et ont dénaturé les intentions des groupes locaux. Au Pérou et au Brésil (Curitiba, São Paulo), on a constaté à quel point il est difficile de passer d'une pratique novatrice mais inscrite dans une culture d'opposition à l'exercice du pouvoir local par les organisations populaires. Dans un tiers monde confronté à la crise, le développement urbain a souvent remis en cause les anciens équilibres politiques mais il s'est poursuivi sur la base d'une conception dangereuse : celle d'un « habitat-sanction » destiné à mettre à l'écart une population réputée perturbatrice pour l'environnement. La volonté de standardiser et de contrôler d'en haut les processus sociaux s'est heur-

tée à la résolution de mouvements populaires qu'animent et que singularisent l'espoir et de solides valeurs de solidarité [311]. Mais, parallèlement, l'idéologie libérale dominante a conforté la conviction que la logique du social n'a d'avenir que subordonnée aux rapports marchands et ne saurait en aucun cas survivre contre eux...

Émile Le Bris  
Géographe, ORSTOM



► Pour en savoir plus :

Durand-Lasserve Alain, *L'Exclusion des pauvres dans les villes du tiers monde*, L'Harmattan, Paris, 1986.

Haumont Nicole, Marie Alain, *Politiques et pratiques des acteurs urbains dans les pays en voie de développement*, L'Harmattan, Paris, 1987.

« Le logement des pauvres dans les grandes villes du tiers monde », *Revue Tiers-Monde*, t. XXIX, n° 116, Paris, 1988.

Massiah Gustave, Tribillon Jean-François, *Villes en développement*, La Découverte, Paris, 1987.

bonde.ouu  
à Jane

---

# LE NOUVEL ETAT DU MONDE

---

Bilan de la décennie  
**1980-1990**

---

US3  
COR

C.E.D.I.D. — ORSTOM



INV. 06190

LA DÉCOUVERTE